

13.10.1992

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

A R R Ê T É



Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1989 autorisant M. Jean-Yves HENRY demeurant à SAINT-CONNAN au lieu-dit "Kerhellec" à exploiter au lieu-dit "Coldabry" un élevage de 30.000 volailles situé à moins de 100 mètres du tiers le plus proche (qui compte à ce jour 34.000 animaux) ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de l'extension de cet élevage par création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 1.500 volailles, à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux de SAINT-CONNAN du 14 avril 1992, SAINT-GILDAS du 24 mars 1992, LE VIEUX-BOURG du 19 mars 1992 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Protection Civile, de l'Equipement, émis respectivement les 13 mars 1992, 14 avril 1992, 12 mars 1992, 10 avril 1992
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 mai 1992 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 26 juin 1992 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - a) L'arrêté préfectoral susvisé du 5 janvier 1989 est abrogé ;

b) M. Jean-Yves HENRY demeurant à SAINT-CONNAN au lieu-dit "Kerhellec" est autorisé à installer et exploiter un élevage de volailles sur cette même commune au lieu-dit "Coldabry" (section ZM n° 8) situé à moins de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58 -6° de la nomenclature sera de 49.000 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant 34.000 poulettes démarrées
- élevage à créer 15.000 poulettes démarrées.

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 à l'exception du 2° le bâtiment étant situé à moins de 100 mètres d'un tiers lorsqu'elles ne sont pas contraires aux premières ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière ;

4°) mise en place d'un écran de verdure pour le 30 juin 1993.

ARTICLE 4 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

.../...

ARTICLE 7 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT-CONNAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Jean-Yves HENRY.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Jean-Yves HENRY dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 - **"Délai et voie de recours"** (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de SAINT-CONNAN,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Jean-Yves HENRY pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-GILDAS et LE VIEUX-BOURG.

SAINT-BRIEUC, le **13 OCT. 1992**

LE PREFET,

**Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,**

Signé : Philippe SABLAYROLLES

Pour copie certifiée conforme

Attaché, Chef de Bureau



Marie-Suzanne MOREAU